

Retour du peuple

■ Nous avons reçu du philosophe-historien Gérard Bras, et nous l'en remercions vivement, l'autorisation de reprendre sur notre site sa contribution à un recueil collectif – *Gilets jaunes, jacquerie ou révolution* –, récemment paru au Temps des cerises.



Pourquoi s'autoriser à écrire à propos du mouvement des Gilets jaunes ? Et pourquoi à ce stade, début juillet, huit mois après son déclenchement, sans savoir ce qu'il en sera à l'automne ?

Le caractère inouï de l'événement et de sa durée impose cette question pour deux raisons au moins : parce qu'il s'est donné lui-même comme autosuffisant, récusant par avance toute représentation ; parce que les conditions de son émergence et les modes de son endurance dans le temps mettent en cause ou en crise les catégories qui ont permis de penser, ces dernières décennies, les mouvements sociaux et politiques. Et puis il en a tellement été écrit, y compris par l'auteur de ces lignes, qu'un peu de silence serait salutaire.

Quelque chose de l'événement me convoque pourtant à poursuivre, qui m'a déterminé à contribuer à une rencontre à Gennevilliers, dans le cadre de l'Université Populaire, avec le comité local des Gilets jaunes, le 17 mai. Quelque chose qui impose un effort de pensée au philosophe-historien, et à d'autres. Effort collectif qui, par avance, récuse la validité d'une interprétation individuelle. Le caractère collectif de ce volume y est favorable, mais il faudra dépasser la conjonction d'analyses regroupées dans un même volume pour en venir à un vrai travail en commun, déjà en chantier ici et là.

La sollicitation est pour l'écoute, non pour l'interprétation ou l'explication. Chercher à interpréter de l'extérieur tout comme tenter d'expliquer serait vain et révélerait une volonté de maîtrise sur la direction d'un mouvement qui a le souci permanent de son indépendance et qui déjoue toutes les grilles d'analyses. Autrement dit, il faut pouvoir entendre que cette révolte est née avec un refus de la représentation, voire un refus de la stratégie. Faire droit à ce double refus, sans le juger, pour tenter d'en saisir la puissance propre, sans vérité préalable pour l'évaluer.

Comme le dit justement Rancière¹, expliquer une révolte c'est lui dénier son caractère de révolte. Ce qui a surgi là c'est un autre monde qui, clairement, s'oppose au monde construit par les dominants, au moment où ceux-ci se rêvaient, et tâchaient de faire partager leur rêve, en architecte du « nouveau monde ». Prétention qui vole en éclat, mais qui rend raison de la violence de la répression : il leur est intolérable de voir contester leur monopole sur la maîtrise du monde, de voir dévoiler que leur « nouveau monde » est proprement immonde, parce qu'il est fait de la mise en concurrence généralisée des individus, de la remise en cause des solidarités, de la précarisation de tout ce qui semblait durable, c'est-à-dire qui fait monde. C'est bien ce qui a dérouté, du pouvoir aux partis politiques en passant par les syndicats : il ne s'agit pas d'un mouvement social de plus, pris dans les règles du jeu socio-politiques, établies au moins depuis 1945, règles qui ont institutionnalisé et démocratisé les luttes de classes, en distribuant des rôles. Le mouvement n'est pas né

¹ Jacques Rancière « Les vertus de l'inexplicable », in : « *Gilets jaunes* », hypothèses sur un mouvement, AOC, cahier # 1, La Découverte, Paris, 2019.

avec l'objectif de mettre en cause cette distribution : il est né à côté et s'est développé en en signifiant le caractère obsolète, ce dont témoigne sa double localisation et sa double temporalité : sur les ronds-points et les beaux quartiers des grandes villes, dont Paris emblématique ; la semaine, le temps long des assemblées et des permanences, avec les délibérations mettant au point les doléances et instituant la démocratie directe, et les samedis, avec le temps fulgurant des actes successifs et des affrontements avec les forces de l'ordre². Mouvement qui, spontanément, se fixe sur les chaînons faibles du capitalisme du XXI^e siècle : circulation, consommation et environnement. Mouvement qui invente une tactique contournant difficultés et impasses des grèves périodiques.

Trois propos le disent clairement dans les assemblées :

1) *On est parti avec des revendications socio-économiques (suppression de la taxe carbone, augmentation des petites retraites, augmentation du pouvoir d'achat, refus de la limitation de vitesse à 80m/h) parce qu'on ne peut plus vivre dignement de notre travail ; on a ajouté le RIC ; mais maintenant on est parti pour longtemps et « on ne veut pas lâcher », et « on ira jusqu'au bout ».* (Je remarque tout de suite que ce « bout » n'est pas plus défini que ça, ce qui peut être imputé à défaut ou au contraire considéré comme sa puissance propre. J'y reviendrai.)

2) *On est un mouvement apolitique, ou plutôt apartisan, parce que dans les partis les gens sont prêts se battre, mais les directions ne pensent qu'à sauver leur boutique. Les élections ne servent à rien : depuis le référendum sur le traité constitutionnel européen de 2005, il est clair qu'il est inutile de voter, ou alors il faut voter blanc. De même, il est inutile de faire grève 24 h de temps en temps et de défiler en père peinard de Bastille à République. Il n'y a pas d'autres moyens d'action que de sortir dans la rue et de taper sur la table.*

3) *La distinction faite entre le social et le politique, entre revendications économiques et sociales et revendications portant sur les institutions, n'a aucun sens, parce que l'État est détenu par les riches et les favorise. Il faut « tout changer ». Et on commence tout de suite en mettant en pratique une manière d'agir en rupture avec ce qui se fait. D'où le refus d'avoir des représentants, au profit de la désignation de porte-parole temporaires et révocables³.*

Ces positions sont assorties souvent d'une formule : « le peuple est de retour », mots qu'on lit au dos de nombre de gilets jaunes⁴. L'Appel de Commercy le résume : « il y a une chose très importante que partout le mouvement des gilets jaunes réclame sous diverses formes, bien au-delà du pouvoir d'achat ! Cette chose, c'est le pouvoir au peuple, par le peuple, pour le peuple. C'est un système nouveau où "ceux qui ne sont rien", comme ils disent avec mépris, reprennent le pouvoir sur tous ceux qui se gavent, sur les dirigeants et sur les puissances de l'argent. C'est l'égalité. C'est la justice. C'est la liberté. Voilà ce que nous voulons ! Et ça part de la base⁵ ! »

² Voir Sandra Laugier et Albert Ogien, « Samedi j'ai insurrection : neuf leçons à tirer d'un mouvement intermittent », in : AOC, cahier # 1, « *Gilets jaunes* » hypothèses sur un mouvement, La Découverte, Paris, 2019.

³ Ces trois points sont repris d'une part de l'échange de trois heures, organisé le 17 mai au Centre Aimé-Césaire de Gennevilliers par l'Université Populaire des Hauts-de-Seine et le comité Gilets jaunes de Gennevilliers. Enregistrement effectué par l'UP 92.

⁴ Sur la poésie et l'invention d'une verve populaire, signe d'intelligence et de sensibilité collective, voir le site <https://pleinledos.org/> qui expose des photos de dos de gilets jaunes dans les manifestations et sur les ronds-points.

⁵ Appel de Commercy, in : P. Farbiaz, *Les Gilets jaunes, documents et textes*, éditions du Croquant, Paris, 2019, p. 76.

Je voudrais prendre au sérieux le fait que ce mouvement se dise sous ce nom de « peuple ». Je voudrais m'attarder sur ce thème et ce terme, parce qu'il synthétise les trois points que j'ai dégagés et se substitue souvent au mot d'ordre « Macron démission » qui unifiait au début. L'évidence pour une bonne part des acteurs, c'est que le peuple est masse révoltée, dans la rue, autrement dit qu'il n'est pas identifiable au corps électoral. Ou que la procédure électorale est une machine qui en est arrivée à capter, voire capturer la volonté populaire au profit des représentants figés en caste privilégiée. Il serait trop long, et sans doute pas très intéressant, de chercher à analyser les causes de cette défiance, mais c'est le principe même de la représentation qui est mis en crise. De toute représentation, y compris celle des partis de gauche ou des syndicats. Comment ? En assimilant pouvoirs exécutif et législatif, médiatique et administratif ou technique, conçus comme pouvoirs de domination agissant pour défendre leur position et leurs intérêts (d'où les critiques fortes sur les salaires et les dépenses somptuaires des élus de la République), dans l'ignorance de la vie réelle des « gens du peuple ». « Ils ne pensent qu'à se sucrer et à nous bouffer la vie ! » Cela pourrait résumer un point de vue commun. Il n'est pas sans importance de remarquer que les deux gouttes qui ont fait déborder le vase de la colère sont deux mesures qui se présentent comme des nécessités objectives, techniques, c'est-à-dire à propos desquelles il n'y a raisonnablement aucun choix : la limitation de vitesse à 80 km/h et l'instauration d'une taxe carbone. C'est la raison pour laquelle nous avons été un bon nombre à n'y voir, aux alentours du 17 novembre, qu'une réaction de sujets ignorants, voire bornés. C'était oublier que l'histoire ne passe pas par les voies tracées par la science, oublier aussi que les « mesures techniques » ne sont pas neutres socialement. Dès le 24, l'amnésie était levée : le mouvement réintroduisait le conflit social dans la politique, éclairait la vraie dimension de la technocratie. Rester captif de sa science c'est soutenir que ce mouvement n'existe pas, ou, s'il existe, qu'il n'est que le soubresaut réactionnaire du cours de l'Histoire. C'est ne pas y voir le retour de la politique démocratique qui est contradictoire avec ce thème rabâché sur tous les tons qui soutient qu'il n'y a pas de choix parce que gouverner c'est prendre les bonnes décisions pour le peuple, celles que dicte la raison. La révolte est *retour du peuple* comme puissance politique, non comme objet du bon gouvernement, ou comme objet de curiosité pour académiciens.

Il n'est pas sans intérêt de noter que cette manière de défiance à l'égard des gouvernants, d'autant plus qu'ils soutiennent (ou se donnent l'air de soutenir) une position rationnelle ou technique (supposant que la technique soit neutre) caractérise, selon Hegel, le point de vue de la *populace (Pöbel)* : « Il appartient au point de vue de la populace, au point de vue du négatif en général, de présupposer de la part du gouvernement une volonté mauvaise ou moins bonne, alors que, au contraire, les autres moments de l'État se situent déjà pour soi au point de vue de l'État et sont dévoués à la fin universelle⁶. » Position qui aura animé nombre de commentaires journalistiques ou académiques, sous lesquels on peut percevoir ce que Francis Dupuis-Déri nomme « agoraphobie politique »⁷, le mouvement des Gilets jaunes et leurs soutiens procédant alors de l'agoraphilie politique. On distinguera celle-ci

⁶ G.W.F. Hegel, *Principes de la philosophie du droit*, traduction de J. F. Kervégan, PUF, Paris, 1998, § 301, p. 503.

⁷ « L'agoraphobie *politique* signifie une peur ou une haine du peuple assemblé dans une agora formelle ou informelle et un certain mépris pour ce désir de liberté. Comme l'explique la zapatiste Eloisa, au sujet des adversaires du projet d'autonomie et d'autogouvernement au Chiapas (Mexique), "[i]ls ont peur que nous découvriions que nous sommes capables de nous gouverner nous-mêmes". » F. Dupuis-Déri, *La Peur du peuple. Agoraphobie et agoraphilie politiques*, Lux, Montréal, 2016, pp. 23-24.

d'une mystique du peuple qui imagine que, par lui-même, le *peuple*, pris comme sujet transhistorique, a raison et qu'il suffit qu'il fasse entendre sa voix, laquelle n'est pas toujours dans le peuple, mais dans tel *génie* qui en ressent l'âme profonde. De l'une à l'autre il ne s'agit pas d'opinion, mais d'une prise de parti politique dont l'enjeu est le contenu effectif que l'on accorde à la démocratie : la puissance de ce mouvement aura été de faire apparaître une fois de plus, concrètement, que la confusion entre démocratie et représentation est le déni qui promeut l'aristocratie électorale, captation de la puissance de la multitude par la fraction dominante ou « bloc bourgeois ».

Et il est essentiel à mes yeux que cela se dise sous le nom de *peuple* avec la conscience aiguë que ce nom est ambigu et polémique (ou problématique). Cette conscience aura été favorisée par Macron lui-même, dissertant à deux reprises au moins sur ce terme dans les neuf derniers mois. Lors de la conférence des ambassadeurs⁸, il évoque un « retour des peuples », l'estimant positif, explicable par le développement anarchique du capitalisme financier et l'inquiétude face aux migrations qui déferleraient sur le monde occidental suggérant que ce retour est renaissance du nationalisme voire de la xénophobie. Il en use pour justifier la politique migratoire de son gouvernement. Lors de ses vœux radiotélévisés, le 31 décembre 2018, pour contester aux Gilets jaunes leur être-peuple, leur opposant le vrai peuple, celui qui a voté et doit se soumettre aux décisions de la majorité électorale⁹.

Les Gilets jaunes n'ont eu de cesse de répéter que le peuple, le vrai, avait du mal à finir les fins de mois, qu'il était sur les ronds-points et dans les rues le samedi et que le pouvoir exercé en son nom par les politiques lui était opposé. Peuple contre peuple, la question de savoir qui est vraiment le peuple relevant du conflit politique et idéologique en vue de la conquête provisoire de l'hégémonie. Les deux positions opposées symétriquement : d'une part, un « peuple-tout » qui n'est pas-tout du seul fait qu'il n'inclut pas les laissés-pour-compte, les « sans-parts » (Rancière) ; d'autre part, un « peuple-pas-tout », qui se sait « pas-tout » et qui prétend au *tous*¹⁰, qui vise à être tout, sans définir la frontière qui le circonscrit, donc sans propriété que lui conférerait son identité. D'une part, un peuple identifié au corps électoral qui s'impose comme totalité. D'autre part, un peuple social, ce que les Romains nommaient la *plèbe*, qui revendique d'être réellement le tout qui exprime son ambition politique, démocratique. Adossé à ce présent, un regard scrutant l'histoire y reconnaîtrait sans doute ce qui caractérise les *expériences plébéiennes*¹¹, qui ne se sentent pas dans la continuité progressiste d'une histoire homogène, mais à travers la discontinuité de brèches ouvertes dans l'ordre de la domination. Mais le signifiant « peuple », précisément, même dans sa connotation sociale, dépasse les limites économique-sociales d'une classe ou couche déterminée : il dit que la cause économique n'est pas la raison de la révolte.

⁸ Le 27 août 2018. J'ai proposé une analyse d'un passage de ce discours dans un article, « Retour des peuples contre constitution du peuple », publié sur le site en ligne AOC le 24 septembre 2018.

⁹ « Certains prennent pour prétexte de parler au nom du peuple – mais lequel – mais lequel, d'où, comment ? Et n'étant en fait que les porte-voix d'une foule haineuse, s'en prennent aux élus, aux forces de l'ordre, aux journalistes, aux juifs, aux étrangers, aux homosexuels, c'est tout simplement la négation de la France ! Le peuple est souverain. Il s'exprime lors des élections. Il y choisit des représentants qui font la loi précisément parce que nous sommes un État de droit. »

¹⁰ Le *tous* du « tous ensemble ». Je pense à cette formule de Rousseau, dans *l'Émile* : « le peuple c'est le genre humain », où « peuple » est pris au sens social, de la fraction dominée et pauvre de la société.

¹¹ Le concept est de Martin Breugh, *L'Expérience plébéienne. Une histoire discontinuée de la liberté politique*, Payot, Paris, 2007. J'ai présenté plus amplement cette hypothèse dans un article paru dans le n° 59 (mai 2019) de la revue *Lignes*, « Expériences plébéiennes et demandes démocratiques ».

Plebs comme *dèmos* sont bien des noms enveloppés dans l'ambiguïté de notre *peuple*¹². Mais cette ambiguïté n'est pas confusion : elle soutient que la démocratie politique n'est pas sans médiation sociale, de même que le social n'est pas sans médiation politique. Dit autrement, en se posant comme *peuple* le mouvement des Gilets jaunes opère une brèche dans le partage devenu traditionnel du politique et du social : il ne se situe pas comme un mouvement social, nécessairement partiel, corporatif, défendant des intérêts sectoriels (ce qui n'obère en rien leur légitimité), comme un mouvement qui rappelle qu'il faut aussi avoir une politique sociale, mais comme ce mouvement qui revient dire cela qui était oublié par tous les discours politiques, que la question sociale a à occuper le devant de la scène politique, faute de quoi il n'y a pas politique, mais gestion technocratique. « Les Gilets jaunes sont un mouvement non pas populiste mais *populaire*, caractérisé par la conscience du fait que ce sont les classes populaires – celles qui vivent et font vivre la société de leur travail, de façon visible ou non – qui sont porteuses de l'intérêt général de la société¹³. »

Si, comme je le crois, *peuple* est un signifiant qui peut renvoyer à une pluralité possible de « voies » politiques effectives, je soutiendrais volontiers que les Gilets jaunes ont rouvert la voie plébéienne, après juillet 1789, février puis juin 1848, mars 1871. Mais les voies du peuple ne sont pas indépendantes les unes des autres. La voie plébéienne, ou l'expérience plébéienne, se tisse avec la voie républicaine-démocratique dès lors que se pose la question de l'unification institutionnelle de la multitude. Tissage ou tressage commandé par le nom de « peuple » : si les classes populaires se posent elles-mêmes comme étant porteuses de l'intérêt commun de la société, elles ne peuvent pas ne pas chercher à transformer leurs demandes populaires en demandes démocratiques, à dénoncer l'usage qui est fait de la « démocratie » par les gouvernants, à revendiquer la mise en place d'une démocratie effective qui rompe avec tout ce qu'a produit la « démocratie » parlementaire. C'est cette articulation, toujours problématique entre ces deux voies qui s'est jouée, pour moi, à partir de janvier, singulièrement avec la tenue des trois « assemblées des assemblées ».

Le souci qui s'y est exprimé est double : le refus d'introduire dans les discussions tout ce qui peut diviser les participants au mouvement, parce que personne ne peut être retiré du peuple, surtout en raison de ses opinions – c'est ainsi que les questions de l'immigration ou du racisme ont été systématiquement mises de côté ; force ou faiblesse ? – et le refus de tout ce qui peut s'apparenter ou évoquer la démocratie représentative¹⁴ ou participative, dénoncées comme modes de captation du pouvoir du peuple, à commencer par le refus de désigner des représentants qui parleraient « au nom du peuple » pour en exprimer la volonté. Ces deux aspects sont, à mon sens, intimement liés. On les comprend si on admet la singularité de ce mouvement : non pas mouvement social ayant un objectif déterminé (par exemple la baisse des impôts ou l'augmentation des salaires) et se donnant une tactique pour y parvenir ou une stratégie qui aboutisse à la prise du pouvoir d'État par non pas le peuple (ça n'a aucun sens), mais par ceux qui « parlent au nom du peuple ». Il s'agit plus profondément d'autre chose : constituer ou reconstituer un peuple politiquement actif, un peuple en actes, exposant dans les manifestations *l'action par la-*

¹² Qu'il me soit permis de renvoyer à mon livre *Les Voies du peuple. Éléments d'une histoire conceptuelle*, Éditions Amsterdam, Paris, 2018.

¹³ Franck Fischbach, « Le peuple social ou le retour du populaire », in : *Lignes*, n° 59, *op. cit.*

¹⁴ « Si on nomme des "représentants" et des "porte-parole", ça finira par nous rendre passifs. Pire : on aura vite fait de reproduire le système et de fonctionner de haut en bas comme les crapules qui nous dirigent. » Appel de Commercy, *op. cit.*

quelle un peuple est un peuple, changeant la manière d'être collectivement pour que se détermine l'intérêt commun.

La conséquence est, *de facto*, une pratique politique que l'on devrait dire *astratégique*, terme que je préfère à « absence de stratégie » qui enveloppe un jugement dénonçant la faiblesse de l'entreprise. Cette pratique astratégique peut être une force politique démocratique, c'est en tout cas ce qui mérite d'être pensé, contre le présumé contraire. En effet, si la stratégie se définit comme dispositif permettant d'atteindre un objectif raisonnablement formé et voulu, alors elle est inséparable de la représentation d'un peuple-sujet, doué de volonté et mettant en œuvre les moyens pour la réaliser. Or, c'est ce que montrent Hannah Arendt – et Étienne Tassin¹⁵, qui la reprend : l'idée même de « volonté du peuple », fondement de celle de souveraineté, principes de la démocratie représentative, forme un dispositif de captation de la puissance populaire. On ne peut critiquer la représentation sans récuser le concept de « volonté du peuple » puisque celle-là est la condition sans laquelle celle-ci ne saurait s'exprimer. Mettre en œuvre une stratégie tout en récusant la représentation est impossible.

Comment penser autrement que sur ce mode, classique depuis deux siècles au moins ? Je ne peux, ici, qu'être schématique. Il faut au moins distinguer le *but* du mouvement (par exemple, augmentation du pouvoir d'achat) de sa *fin* (la constitution du peuple sans cession des droits à un représentant, afin que les citoyens puissent délibérer de l'intérêt commun et décider chacun des mesures qui le réalisent), de son *sens* (faire apparaître qu'un mode d'être en commun fondé sur l'égalité est possible). On pourrait reprendre, *mutatis mutandis*, ce qu'Arendt et Tassin disent de la révolution hongroise de 1956 : « une action collective spontanée – ni programme, ni "ligne" politique : "Un seul élan emportait la révolution, l'action en commun de tout un peuple..." ; un rejet de toute forme préalable d'organisation des acteurs dans une structure partisane ; un unique ressort de l'action, "le désir de liberté" qui est comme la clé de toute action politique¹⁶ ». Événement « dont la dimension est indépendante de la victoire ou de la défaite », précise Arendt¹⁷. Événement qui fait brèche, pour reprendre la thèse de Breugh.

Peut-on se satisfaire de ces brèches périodiques sans tomber dans la « mélancolie de gauche » (Traverso) ? La réponse est dans la question. Il s'agit alors d'ouvrir la voie à l'institutionnalisation d'une liberté éprouvée dans l'action populaire. C'est ce qu'esquisse et la revendication du RIC et les tenues de l'Assemblée des assemblées. C'est ce que j'appelle transformation des demandes populaires en demandes démocratiques. L'horizon en est donné par un concept de *peuple* libéré de celui de *volonté*. Il « désigne alors une pluralité agissant de concert, s'engageant mutuellement par promesses, se liant par des pactes sans jamais s'ériger en sujet collectif d'une volonté générale. Ce peuple ne veut pas. Il délibère et agit¹⁸ ». Comment ? Le philosophe, ni l'historien n'ont compétence pour prédire l'avenir ou préconiser une stratégie. À la date où j'écris (juillet), alors que l'Université populaire 92 organise une nouvelle rencontre en septembre¹⁹, ce qui m'apparaît c'est que la brèche devrait

¹⁵ Étienne Tassin, *Pourquoi agissons-nous ? Questionner la politique en compagnie d'Hannah Arendt*, Le Bord de l'eau, Bordeaux, 2018, singulièrement le chapitre 5. C'est aussi de cette lecture que me vient le détournement de la formule de Rousseau, « l'acte par lequel un peuple est un peuple ». Il faudrait prolonger la réflexion, ce qui reviendrait à articuler plus précisément l'action politique et le droit politique.

¹⁶ É. Tassin, *op. cit.*, p. 41. La citation de Hannah Arendt est tirée de « Réflexions sur la révolution hongroise », in : *Les Origines du totalitarisme*, Gallimard, Paris, 2002, p. 896.

¹⁷ *Ibid.*, p. 40 (899 du livre d'Arendt).

¹⁸ É. Tassin, *op. cit.*, p. 114.

¹⁹ NdÉ : elle s'est tenue le 27 septembre à Gennevilliers.

laisser des traces : il y a eu cette expérience fondamentale d'une subjectivation politique, d'une action en commun qui a fait peuple, qui a mise en échec toutes les récupérations par le jeu politique électoraliste. Ce que celui-ci tente, c'est d'insuffler le désespoir en raison de « l'absence de débouché politique », c'est-à-dire électoral. Des forces existent pour résister à ces sirènes, pour inventer un nouvel ordre démocratique. Il n'en reste pas moins vrai que la situation, non le mouvement, enveloppe d'autres possibles, inquiétants : le plus probable, l'installation durable d'un césarisme néo-libéral, ou bien la promotion d'une cheffe ré-instituant la communauté sur une base identitaire nationaliste.

Gérard BRAS

À contretemps / En lisière / octobre 2019 –
[<http://acontretemps.org/spip.php?article738>]



AC